

# Réinventons les rapports Sciences-Société

Par **Lionel LARQUÉ**

Secrétaire exécutif de l'Alliance Sciences Société

**Le débat public sur les rapports entre les univers scientifiques et le corps social est, depuis le milieu des années 1990, structuré autour de quatre sujets : le syndrome de la défiance envers les sciences ; une possible remontée des tendances irrationnelles, voire obscurantistes ; la désaffection et le désintérêt des jeunes générations pour les filières scientifiques et techniques ; enfin, le défi(cit) de « la » culture scientifique comme modalité de contention de ces dérives. Après avoir rappelé quelques arguments et éléments factuels qui contreviennent à chacune de ces (fausses) idées, nous tenterons d'offrir au lecteur quelques pistes de dépassements qui seront abondamment discutées lors du colloque-forum « Réinventer l'alliance sciences société »<sup>1</sup>, qui se déroulera à Paris du 7 au 9 janvier 2015 successivement au Centre Pierre Cardin et au Palais du Luxembourg.**

## Le syndrome de la défiance

Quels sont les éléments factuels qui contredisent ce discours ? Parmi de très nombreux travaux : en 2007, le Cevipof publie une étude coordonnée par Daniel Boy qui démontre que le taux de personnes ayant plutôt confiance, confiance et très confiance dans « les sciences » est de 88 % en 2000 et 90 % en 2007. En 2014, une étude menée par le Ministère de la Recherche, en lien avec l'institut de sondage Ipsos, confirme cette tendance avec 90 % d'avis plutôt favorables, favorables et très favorables. Loin devant toutes les autres catégories d'institutions (syndicats, partis, justice, médias, etc.), les sciences jouissent d'un plébiscite incontestable. Pour autant, le paradigme institutionnel majoritaire continue d'être entretenu. S'il n'y a aucun élément de preuve d'une quelconque montée de « la défiance envers les sciences », il existe en revanche une montée claire de la « critique envers les technologies », voire envers « la vulgate de l'innovation ». Ce qui gêne les thuriféraires de l'idée de défiance, et ce qui les met en profond inconfort, c'est qu'ils n'ont rien à proposer face à cette montée de la critique des technologies. Il faut les reconforter : personne n'a de solution clé en main parce que nous nous en « sortirons » grâce à une mobilisation des forces sociales, intellectuelles et politiques, qui souhaiteront faire œuvre utile dans le sens d'un gouvernement permanent et raisonné des sciences et techniques.

## La remontée des tendances irrationnelles

Cette seconde fausse idée est parfaitement compatible avec la première. Car, dans le raisonnement des thuriféraires de *l'horrationnel* (contraction d'horreur et d'irrationnel), deux petits grains de sable demeurent (compatibles avec notre perspective) : 1 - d'abord, le niveau de critique (et non de défiance) augmente sensiblement avec le « niveau »

d'études, de diplôme et une réflexivité grandissante quant aux processus de productions scientifiques ; 2 - ensuite, il n'existe strictement aucune différence d'opinion raisonnée sur des sujets dits « chauds » selon que l'on est scientifique ou non. Daniel Boy a montré en 2007 que, sur 2075 chercheurs interrogés, 79 % trouvent acceptable de boycotter des produits contenant des OGM, 72 % de lutter contre l'implantation d'un site de stockage nucléaire, 66 % de lutter contre l'implantation d'antennes de téléphonie mobile et 43 % des chercheurs jugent acceptable la destruction de champs d'OGM. On notera au passage qu'il ne s'agit jamais de questionner « la » science, mais bien de discuter des technologies qui en sont issues. Ce n'est pas par des processus de pédagogie ni de propagande des sciences (prenons, pour seul exemple, ces campagnes de promotion sur le métier de chercheur, « métier extraordinaire fait par des gens ordinaires ») que l'on répondra au phénomène. Et ce, pour deux raisons : le phénomène dont il est question ne se manifeste pas, il est une vue de l'esprit ; en revanche, « le » phénomène auquel nous sommes réellement confrontés (la montée de la critique) questionne bien plus profondément les institutions démocratiques *et* scientifiques. Il faut donc avancer avec prudence et circonspection.

## La désaffection et le désintérêt des jeunes pour les filières scientifiques

Les « repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche » publiés chaque année par la DEPP<sup>2</sup> du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ne se contredisent jamais depuis qu'ils sont édités. La France a formé, dans l'enseignement supérieur, entre 2004 et 2012, « toutes formations scientifiques », + 10,8 % d'étudiants, passant de

<sup>1</sup> <http://alliance-sciences-societe.fr/iriss/>

<sup>2</sup> Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance.

690 080 à 764 300<sup>3</sup>. Évidemment, la concentration dans les filières dites sélectives s'accroît. D'ailleurs : avez-vous entendu un dirigeant d'IUT, de BTS, de classes préparatoires ou d'écoles d'ingénieurs participer du concert de cris d'orfraie sur la désaffection ? Que nenni. Au chaud dans leur *numerus clausus* qui croît continûment depuis les années 1980, ils vivent heureux *et* cachés. Quant à l'Université, c'est tout à fait autre chose. Elle est en très grande difficulté (sauf en médecine, malgré son horreur pédagogique), mais c'est un sujet qui ne recoupe en rien le thème général de la désaffection ou du désintérêt. Les jeunes se dirigent massivement vers des filières scientifiques et techniques. Ceci est un fait incontestable d'un point de vue numérique et statistique. En revanche, la crise des vocations de l'enseignement et le tassement des inscriptions en doctorat sont des faits observés. Ne pourrions-nous pas émettre l'idée (folle) que les débouchés en termes d'emplois (publics *et* privés) constituent un paramètre autrement plus déterminant dans les orientations qu'opèrent les jeunes et leur famille dans le domaine des études universitaires longues ? Ici, il importe de compléter, voire d'infléchir les récentes alertes sur l'emploi scientifique. Celles-ci ne peuvent se résumer en aucune manière à l'emploi public quand 50 % de cette catégorie de postes relève du privé. C'est la question de la place de la recherche scientifique dans l'ensemble de la société qui doit être questionnée et pas uniquement celle de l'emploi scientifique public. Et, en ce domaine, la chute du nombre de postes de R&D dans le privé est tragique. Explosion de l'emploi technoscientifique et ingénierial d'un côté, affaissement de l'emploi scientifique de recherche partout ailleurs. En ne précisant pas les termes précis du débat, on se tire une balle dans le pied. Il faut de la recherche à Axa, GDF Suez, Orange, Veolia etc. Il faut de la recherche au sein de la société civile et des services de l'État et des collectivités, il faut de la recherche syndicale, et même en lien avec des partis politiques (comme l'exemple allemand le prouve). Nous n'avons pas les arrangements institutionnels requis.

### La culture scientifique, technique et industrielle

On entend par CSTI, dans le courant *mainstream*, les politiques de propagande des sciences. Celles-ci, mobilisant pléthore d'acteurs sociaux, culturels, éducatifs et scientifiques, se font concurrence à qui montrera la part la plus sexy des sciences. En cette matière, il faut le dire, l'imagination est au pouvoir et nombre de ces activités sont de très bonne facture. Mais redisons-le : pourquoi faut-il « vendre » les sciences, au fond ? Car il faut rendre les filières scientifiques attractives (on a vu que ce sujet n'en était pas un). Car il faut « instiller » de la CSTI dans les têtes pour éviter la

montée de l'irrationnel. Car l'avenir de la nation résiderait dans son potentiel d'innovation, condition de notre future croissance économique (et donc que contester les technologies est un crime fait à la nation), alors même que nous observons une chute tragique des débouchés et perspectives en ces domaines. Il faudrait savoir. Pourquoi continuer un discours de propagande à l'adresse des enfants, jeunes, familles, et institutions scolaires quand les « déserteurs » ne sont ni les familles, ni les jeunes, mais les investisseurs, les banques, les entreprises, l'État, les capital-risqueurs.

### Un colloque pour bâtir de nouveaux rapports Sciences-Société

Nous assistons à une montée de la critique des technologies et des formes de programmation de la recherche, et ceci est une bonne nouvelle, à condition que nous sachions prendre cette question pour ce qu'elle est : une preuve manifeste de l'intérêt que nos concitoyens portent à l'endroit des sciences. La montée de la critique des technologies s'accompagne donc d'un désir profond d'approfondissement de la démocratie. En ces matières, nous ne partons pas de rien. Les expérimentations font florès, elles sont plutôt projectives et inspirantes. Les institutions de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sont dramatiquement absentes, à quelques rares exceptions près, en ce domaine. Elles doivent jouer leur part dans l'aventure, sans transiger sur la spécificité des savoirs scientifiques, comme sur leur articulation aux savoirs d'usage, d'expériences et d'actions du corps social. En clair, les institutions de l'ESR doivent redevenir les lieux d'expérimentations sociales et institutionnelles. L'évaluation fondée sur l'excellence doit aller de pair avec celle fondée sur la pertinence. Il faut donc entendre ici un débat profond sur les valeurs et principes qui doivent guider des institutions modernes de l'ESR. On peut s'appuyer sur le travail opéré par l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Universités ou le Réseau des universités citoyennes et ouvertes en termes de perspectives internationales.

Non seulement nous ne partons pas de rien mais, mieux, les forces sociales sont (presque déjà) au rendez-vous. Pour qui est un tant soit peu bienveillant à leur endroit, il est bon de noter que l'immense majorité des organisations humaines (associations, entreprises, syndicats, institutions, collectivités locales et territoriales, parlements, etc.) fondent leurs actions, aujourd'hui bien plus qu'hier, en raison. La démultiplication des logiques rationnelles – qui ne sont pas toutes héritières des dogmes du *new public management*, du taylorisme ou du toyotisme – est si évidente que nous devons en tirer des leçons « civilisationnelles ». Nous assistons bien à une laïcisation et une sécularisation des démarches scientifiques et raisonnées. Ne nous méprenons pas : nous ne disons pas ici « tous chercheurs ». Nous disons que la

<sup>3</sup> Page 175 du rapport 2013.

spécificité des institutions scientifiques et de leur clergé n'est plus celle de gardiens des temples. La science ne se résume pas aux scientifiques et les limites des processus de métonymie sont atteintes depuis déjà longtemps. Le repositionnement ainsi qu'un réagencement institutionnels forment l'aventure qui nous attend. Nous devons avancer avec mesure, mais c'est bien une « Réforme des sciences » qui caractérise notre époque. La demande sociale en sciences et techniques explose et les scientifiques, comme leurs institutions, se méprennent profondément sur le sens des pressions actuelles. C'est parce qu'elles font l'objet d'un consensus généralisé, quant à leur utilité et leur force, qu'elles sont l'objet de toutes les attentions, que ce soit des forces du marché (logique de profit) comme des forces étatiques (logique de puissance). C'est donc en soi la pire des bonnes nouvelles. Et peut-être que la vraie barbarie qui vient est celle-ci : un pouvoir ultra-concentré (en connaissance et capacité coercitive), au croisement de la connaissance, du capital et des logiques de puissance, comme socle de légitimité en dernier ressort de toutes les solutions aux maux de nos vies, individuelles et collectives.

À l'occasion de la préparation du colloque-forum « réinventer l'alliance sciences société », les promoteurs de l'Alliance Sciences Société ont confirmé un soupçon : lorsqu'on pose la question aux forces sociales *et* économiques sur leur lien avec les logiques de recherche (et non d'expertise), elles se considèrent, dans leur immense majorité, illégitimes à s'exprimer sur le sujet. Qu'est-ce à dire ? Que la dérive historique d'une forte division sociale du travail intellectuel a progressivement prolétarisé l'ensemble de ces forces sociales et économiques, en ce sens qu'elles ont introspecté un principe anthropologique totalement aberrant, à savoir qu'elles ne participeraient pas de l'aventure de la connaissance, encore moins de celle des connaissances dites objectivées, au premier rang desquelles les connaissances scientifiques. En même temps qu'elles sont convaincues de l'importance cruciale de ces démarches dans leur communauté de vie et d'action, elles se sentent démunies, illégitimes : en d'autres mots, profondément prolétarisées. Les efforts que nous devons fournir pour retisser des liens organiques entre les forces sociales et économiques et l'aventure de la connaissance sont énormes. Toutes les conditions ne sont pas encore réunies, mais nous savons au moins une chose : élargir et renforcer la base sociale de la recherche, tant publique que privée, comme fondement d'une légitimité accrue. Nous espérons apporter collectivement notre pierre à cet édifice, en janvier prochain. ■